

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84 905 Avignon

Avignon, le 28/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SIRAP FRANCE**

RN 7  
13 550 Noves

Références : D-0362-2025  
Code AIOT : 0006400908

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement SIRAP FRANCE, implanté Route nationale 7 - 13550 NOVES. L'inspection a été annoncée le 19/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'effectue dans le cadre de l'action 2025 "perte d'utilités", menée sur l'intégralité de la région PACA. Cette action fait suite à des événements récents, qui ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de perte d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRAP FRANCE
- Route nationale 7 - 13 550 NOVES
- Code AIOT : 0006400908
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIRAP France, établissement de Noves, exploite une usine de fabrication de barquettes en polystyrène expansé, destinés à l'industrie agroalimentaire. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2001.

## Thèmes de l'inspection :

- Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 56 et 64
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conséquences d'une perte d'utilité électrique sont uniquement liées à la perte de production ; aucun scénario d'accident majeur n'est identifié par l'exploitant.

L'Inspection adresse une lettre de suite préfectorale à l'exploitant pour le constat relatif aux anomalies constatées dans le rapport de vérification du 6 janvier 2025 du groupe motopompe diesel.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</i>

« Utilités. »

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

(...)

#### **Constats :**

Le site SIRAP de Noves est alimenté par 2 lignes électriques 20 kVA : 1 ligne principale et 1 ligne de secours.

En cas de coupure électrique, il n'y a pas de bascule automatique vers l'alimentation de secours : une intervention de ENEDIS est nécessaire pour sa mise en service.

Pour les informations liées à la coupure électrique (cause, durée...), l'exploitant dispose d'un numéro d'urgence ENEDIS (24/7).

En cas de perte d'électricité, toute la production est à l'arrêt ; aucun dispositif de détection spécifique (visuel ou sonore) n'est associé à la défaillance électrique.

Une mise en sécurité est engagée :

- aucun redémarrage automatique des outils de production au retour de l'alimentation électrique,
- détection incendie sur batteries,
- sprinklage sur groupe diesel.

En cas de perte d'utilité électrique, l'exploitant n'a identifié :

- aucun effet cascade sur d'autres utilités,
- aucun scénario d'accident majeur,
- aucune installation de production nécessitant une mise en sécurité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité – Procédures & Consignes

#### **Prescription contrôlée :**

« Consignes d'exploitation et de sécurité. »

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur

<p>appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>(...)</p> <p>– Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>(...)</p> <p>– les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En cas de perte d'utilité électrique, aucune installation de production nécessite d'être mise en sécurité.</p> <p>Pour le redémarrage de la production au retour de l'électricité, aucune consigne spécifique n'est nécessaire (redémarrage identique à celui de la procédure de routine du lundi matin).</p> <p>Seuls la détection incendie et le sprinklage sont secourus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 56 et 64</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité – Pérennité = 48h ?</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 56 « Utilités. »</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>(...)</p> <p>Art. 64 « Équipements à l'arrêt. »</p>

<p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les moyens de secours prévus à la perte d'électricité sont (selon les données de l'exploitant) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• système de sécurité incendie (centrale incendie et détections « Vesda / laser ») dont l'alimentation est secourue par batteries (autonomie en veille de 12 heures, et autonomie en alarme de 5 minutes) ;</li> <li>• sprinklage : motopompe secourue avec groupe diesel (2 heures d'autonomie).</li> </ul> <p>Au regard de ces niveaux d'autonomie qui constituent des points de vigilance, l'exploitant a établi une consigne en cas de coupure d'énergie prolongée.</p> <p>L'Inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour la détection incendie : la présence effective de 3 batteries de secours (1 pour la centrale incendie et 2 pour les détections aux blocs A et C) ;</li> <li>• pour le sprinklage : la jauge de niveau du gasoil indique que le réservoir est plein.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle</p>

entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

#### **Constats :**

Pour rappel, en cas de perte d'utilité électrique, l'exploitant n'a identifié aucun scénario d'accident majeur et aucune installation de production ne nécessite une mise en sécurité (cf constat n°1).

S'agissant de la maintenance des moyens de secours pour le système de sécurité incendie et le sprinklage, l'exploitant présente à l'Inspection les éléments suivants :

- Batteries : rapport de vérification annuel du 19 juin 2024 établi par le prestataire CHUBB (« essais détecteurs, déclencheurs manuels et vesdas OK ») ;
- Essais motopompe sprinkler bimensuel réalisé (contrôle interne) – Calendrier annuel des visites contractuelles et réglementaires présenté ;
- Groupe motopompe diesel : rapport de maintenance semestrielle par le prestataire UXELLO du 6 janvier 2025 ; le rapport fait état de 5 observations liées à des anomalies et notamment :
  - jauge à gasoil pas juste,
  - prévoir le remplacement des tresses de pompe,
  - Fusible F3 chauffe interne.

L'Inspection constate, dans le local sprinkler, la présence :

- de la fiche de vérification interne renseignée tous les 15 jours (niveau réservoir et essais pompes avec le relevé des pressions) ;
- les différentes procédures « essais pompe » (pompe source A et pompe diesel source B).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, dans un délai de 1 mois, les suites données et les mesures prises pour répondre aux anomalies constatées dans le rapport de vérification du 6 janvier 2025 du groupe motopompe diesel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois